

ATTEINTE DES OBJECTIFS DU DEVELOPPEMENT DURABLE: LE BÉNIN UN BON ELEVE EN AFRIQUE ?

Le « Rapport sur le Développement Durable pour le Bénin 2023 », fruit d'une collaboration entre le Gouvernement du Bénin et le Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies (SDSN), vient de paraître. Cette deuxième édition du rapport, préparée par le tout nouveau Centre de Transformation ODD du SDSN, met en lumière les performances du Bénin en matière d'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).



Dans un contexte marqué par la pandémie de COVID-19, les instabilités géopolitiques et les changements climatiques, le monde fait face à des défis croissants dans la réalisation des ODD. Toutefois, le Bénin s'efforce de poursuivre son développement économique et social tout en veillant à inclure tous les segments de la société. Le rapport souligne les domaines prioritaires du Bénin, qui met l'accent sur le développement du capital humain et la réduction des

inégalités. Environ 45,6% du budget national et 49,8% des dépenses de l'Eurobond ODD sont dédiés aux dépenses à dimension sociale.

Selon les conclusions du rapport, le Bénin est à mi-chemin dans la réalisation des ODD, avec un score de 54,4 sur 100, dépassant la moyenne pondérée par la population de la CEDEAO pour l'ensemble des 17 ODD. Les ODD 12 (Consommation et production responsables) et 13 (Lutte contre le changement climatique) semblent en passe d'être atteints. Parmi les domaines montrant des progrès significatifs au Bénin figurent les ODD 8 (Travail décent et croissance économique), 9 (Industrie, Innovation et Infrastructure) et 12 (Consommation et production responsables). Le pays est également en bonne voie pour atteindre l'ODD 10 (Réduction des inégalités), à l'horizon 2030.

Cependant, des défis subsistent, notamment pour les ODD 7 (Énergie propre et d'un coût abordable) et 11 (Villes et communautés durables), qui affichent des tendances décroissantes et nécessitent une attention particulière. Au niveau infranational, le rapport souligne les disparités entre les départements du Bénin en matière d'inégalités de revenus et de richesse, ainsi que d'accessibilité et de qualité des services.

Toutefois, des progrès significatifs sont notables dans l'égalité des sexes et la réduction de la pauvreté. Malgré des données manquantes et des défis statistiques, le rapport témoigne de l'engagement fort du Gouvernement béninois en faveur des ODD, plaçant le pays au 5e rang sur 74 pays à l'échelle mondiale pour son engagement envers l'Agenda 2030.

L'analyse du cadre institutionnel du Bénin montre que le pays dispose des capacités nécessaires pour réaliser les ODD. Depuis 2016, le Bénin a su s'appropriier les objectifs et mettre en place des politiques et des législations ciblées pour accélérer les progrès. Ce rapport constitue une source

d'information précieuse pour évaluer les performances du Bénin dans l'atteinte des ODD et met en évidence les efforts consentis pour assurer un développement durable et inclusif pour tous.

Le Bénin, conscient des défis qui persistent, reste résolument engagé dans la voie de l'Agenda 2030 et poursuit ses actions pour contribuer à un avenir meilleur pour les générations futures.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

Entretien Exclusif avec Pauline MODRIE, Conseillère en développement durable au Centre Hospitalier Universitaire UCL Namur de Belgique

Le secteur sanitaire contribue à hauteur d'environ 4,4 % aux émissions mondiales de CO₂, émettant ainsi environ 2 milliards de tonnes chaque année. Ce secteur contribue aussi à diverses formes de pollution environnementale.

Pour comprendre la nouvelle approche éco-conçue des soins de santé, nous recevons dans cet entretien exclusif, Pauline MODRIE, Bio-Ingénieure et Conseillère en Développement Durable au Centre Hospitalier Universitaire UCL Namur de Belgique.



Journal Santé Environnement : Pauline MODRIE, dites-nous, être conseillère en développement durable pour un centre hospitalier, ça consiste à quoi ?

Pauline MODRIE : Il consiste à regarder tout en prodiguant des soins de qualité, avoir des soins qui impactent moins l'environnement. Des soins qui sont plus respectueux de l'environnement, des patients de l'hôpital et qui produisent aussi moins de gaz à effet de serre.

Journal Santé Environnement : Qu'en est-il de l'application de l'écoconception des soins ?

Pauline MODRIE : Quand on veut aller vers la qualité des soins, c'est surtout une question de gestion des risques pour le patient. Il y a des choses qu'on peut faire autrement par exemple l'énergie solaire, mais aussi concevoir les soins avec moins de matériels à usage unique quand c'est possible. Rechercher ce qu'il y a de mieux pour le patient en matière de qualité des soins et avoir moins de plastique.

Journal Santé Environnement : Quelle est l'expérience du CHU Namur de Belgique dans cette dynamique ?

Pauline MODRIE : Avec le CHU Namur, nous avons commencé par bien expliquer à tous les professionnels de la santé, pourquoi, c'est important de faire de l'écoconception des soins et d'avoir des soins moins impactant sur l'environnement.

Alors c'est important pour trois choses, on ne veut pas dégrader les conditions de vie de nos patients, de nos infrastructures hospitalières. La deuxième chose, c'est une question d'éthique, quand on revient au principe de déontologie. Avant tout, ne pas nuire. Enfin troisième chose, en Belgique les soins de santé, c'est un secteur qui impacte l'environnement avec les pollutions atmosphériques, le rejet des gaz à effet de serre. C'est également un secteur qui est important au niveau de l'emploi et de l'économie donc on veut y veiller.

De plus, ce qui se passe à l'hôpital est aussi un modèle pour les citoyens. Faire les choses autrement permet aussi d'engager la population vers plus de développement durable.

Pauline MODRIE

C'est pourquoi, au CHU Namur, on travaille à l'écoconception des soins. Nous formons les professionnels en les sensibilisant en regardant tout ce qu'il faut faire autrement. Mieux trier les déchets, utiliser moins de plastique toujours dans la meilleure qualité des soins.

Journal Santé Environnement : Pensez-vous qu'on peut appliquer cette nouvelle approche dans un pays en développement, comme le Bénin ?

Pauline MODRIE : Certainement pas de la même façon qu'on l'applique en Europe parce que le contexte est différent. Je pense que dans les pays comme ici, il y a le potentiel par

exemple à avoir de l'énergie propre. En Belgique, il y a des panneaux solaires sur les toits des hôpitaux. Ça permet d'avoir un accès plus facile à l'énergie.

Pour le reste des problématiques, je pense qu'il faut d'abord développer la qualité des soins en intégrant la dimension du respect de l'environnement.

Face au changement climatique, à la dégradation de la biodiversité et à toutes les pollutions environnementales, le développement durable doit être intégré dans la dynamique des soins de santé pour des soins de meilleure qualité pour les patients.

Pauline MODRIE

Journal Santé Environnement : Dans ce sens, quel message avez-vous l'endroit des pouvoirs publics ?

Pauline MODRIE : C'est important d'avoir le soutien des pouvoirs publics pour aller dans la même direction pour savoir aussi ce qu'on doit faire, avoir des guidelines pour faire les meilleures choses possibles tout en gardant en tête la meilleure qualité des soins.

Journal Santé Environnement : Le développement durable, c'est quand même trois piliers, le social, l'économie et l'environnement. En-dehors de l'environnement comment pouvez-vous décrire l'interaction avec le social et l'économie ?

Pauline MODRIE : Ce sont des thématiques qui se rejoignent parfaitement parce que quand on est plus respectueux de l'environnement, c'est aussi l'environnement de travail des travailleurs, utiliser des produits qui polluent moins le milieu de travail des travailleurs. C'est aussi du social. Et quand on recommande une meilleure utilisation des ressources, c'est pour plus d'efficacité et plus d'efficacité des soins. Mais on est aussi dans un cercle qui peut être vertueux en

économie.

Je pense que les enjeux de la qualité des soins sont extrêmement importants. Les échanges que j'ai eus aujourd'hui démontrent que la dimension du développement durable peut être parfaitement intégrée puisque qu'elle est logique pour tout le monde pour de meilleurs soins de qualité.

Propos recueillis et traités par Megan Valère SOSSOU

Lancement officiel de la 3e édition des Journées Nationales des Cliniques Privées du Bénin

La troisième édition des Journées Nationales des Cliniques Privées du Bénin s'est ouverte officiellement ce vendredi 05 mai 2023 à Benin Atlantic Beach Hôtel de Cotonou. Une rencontre de haut niveau organisée par l'Association des Cliniques Privées du Bénin en vue de se pencher sur l'amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins dans le secteur sanitaire et plus précisément dans le secteur privé et accroître le niveau de satisfaction des patients dans les établissements de santé.



À l'ouverture, Latif MOUSSE, Président de l'Association des Cliniques Privée du Bénin (ACPB) a accueilli les participants et remercié les différents partenaires et sponsors pour leur soutien constant aux actions du secteur sanitaire. Grâce aux différentes compétences réunies, il nourrit l'espoir que les échanges seront fructueux entre congressistes et experts.

La vice-présidente de la Plateforme du Secteur Sanitaire Privé, Béatrice RADJI dans son allocution a rappelé le rôle crucial que joue le secteur sanitaire privé à travers les cliniques privées pour l'accès des populations béninoises aux soins de santé.

Les avancées constatées au niveau du secteur sanitaire privé rejoignent l'engagement de l'ASBL Solidarité Coopération Médicale de Belgique (SOCOMED). Il s'agit pour l'ASBL SOCOMED de coopérer et de manifester de la solidarité envers ceux qui en ont besoin pour améliorer un système de santé. Son Président, Georges LAWSON, recommande à « *faire chez nous et avec nous ce dont la population a besoin pour mieux se porter* ».

Benoît-Yves LIBERT, Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire UCL Namur de Belgique est heureux de participer à une troisième fois aux nouvelles Journées Nationales des Cliniques Privées du Bénin. « *À chaque mission, nous apprenons*

et nous revenons avec beaucoup plus de richesse que nous partageons sur place en Belgique. »

À l'en croire, en plus de la problématique liée à la qualité, la démarche du développement durable doit être aussi au centre des préoccupations parce que justifie-t-il, *« nous sommes dans un monde qui se développe. Ne pas mettre le développement durable au centre de notre réflexion serait une erreur. »*

Nécessité d'accompagner le processus d'investissement en matière d'équipements

Pour Régis Facia, Vice-Président du Conseil National du Patronat du Bénin, les cliniques privées au Bénin, en plus de soigner la population créent de la richesse et des emplois. C'est pourquoi, le patronat du Bénin est fier de participer à cette rencontre.

Il a soulevé la problématique liée à l'insuffisance d'équipements sanitaire et pour cela, il promet de jouer les plaidoyers en faveur de l'accès aux crédits bancaires pouvant faciliter l'achat d'équipement pour une amélioration de la qualité des services de santé au Bénin.

En ouvrant officiellement, les travaux des troisièmes journées nationales des cliniques privés du Bénin, le représentant du Ministre de la Santé, Francis DOSSOU a félicité les organisateurs pour le choix du thème principal qui, à l'en croire entre dans l'actualité des réformes dans le secteur. *« La santé est un droit fondamental et constitutionnel, mais l'accès à la qualité optimale et la sécurité en matière de santé est également d'une grande importance. »* a-t-il ajouté.

L'ACPB occupe une place importante dans l'exercice de la médecine en clientèle privée

Il n'a pas manqué de saluer l'ouverture et le leadership de toute l'équipe de l'Association des Cliniques Privées du Bénin qui en réalité occupe une place importante dans l'exercice de la médecine en clientèle privé. Car, soutient -il, elle aide à

la prise de décisions. À titre illustratif, plusieurs décisions ont été prises avec le concours de l'ACPB sur un certain nombre de politiques en matière de santé. Il a appelé à un engagement plus poussé des acteurs, à cet effet. Les stands garnis de solutions sanitaires ont été visités par les participants à cette rencontre.

Rappelons qu'au cours de cet événement de riches thématiques seront abordées à travers des conférences débats, des jeux concours, une table ronde, des ateliers de formation et symposiums. Il s'agit du concept et déterminants de la qualité et de la sécurité des soins selon l'OMS, l'amélioration de la qualité des soins par la certification des établissements de santé et l'accréditation des professionnels de santé, la qualité des soins et développement durable, l'écoconception des soins de santé, l'hôpital durable : un subtil équilibre entre éthique, compétences et résilience, la recherche dans les formations sanitaires privées.

Megan Valère SOSSOU

Les troisièmes Journées Nationales des Cliniques Privées du Bénin s'ouvrent demain à Cotonou

Les troisièmes journées nationales des Cliniques Privées du Bénin, organisées par l'Association des Cliniques Privées du Bénin en partenariat avec le Centre Hospitalier Universitaire CHU UCL Namur de Belgique, s'ouvrent demain à Cotonou. Cette édition, qui se déroulera du 5 au 6 mai 2023, fait suite au

succès des précédentes éditions.



L'Association des Cliniques Privées du Bénin
a le plaisir de vous inviter aux :

**3ÈMES JOURNÉES NATIONALES
DES CLINIQUES PRIVÉES DU BÉNIN**

**THÈME : L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LA
QUALITÉ ET DE LA SÉCURITÉ DES SOINS**

ATELIER PRATIQUE SUR L'HYGIÈNE HOSPITALIÈRE



Placées sous le haut parrainage du Ministre de la Santé du Bénin, Benjamin HOUNKPATIN, cet événement rassemble les acteurs du secteur sanitaire privé autour du thème « Amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins ».

Les participants pourront ainsi échanger sur les nouvelles réformes dans le secteur, notamment le processus d'accréditation des professionnels de la santé et de la certification des structures de soins. De riches activités sont au programme de cette rencontre internationale, avec notamment un atelier pratique sur l'hygiène hospitalière.

Notons que les journées nationales des cliniques privées du Bénin constituent un cadre de concertation annuelle, de mutualisation, de partage d'expérience et de renforcement de capacités entre acteurs du secteur sanitaire privé du Bénin.

Cette édition promet d'être riche en enseignements et en échanges, offrant ainsi une occasion unique de renforcer la collaboration et l'innovation dans le domaine de la santé au

Bénin.

Megan Valère SOSSOU

La PASCiB amorce le processus d'intégration des dimensions Changements climatiques et Genre dans la gouvernance des Réserves de Biosphère de l'Ouémé et du Mono

Face aux menaces anthropiques et naturelles que subissent les réserves de biosphère du Mono et de l'Ouémé, la PASCiB à travers le projet Benkadi en étroite collaboration avec le Centre National de Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF) a organisé un atelier multi-acteur afin de résoudre la problématique de l'intégration des dimensions Changements climatiques et Genre dans la gouvernance des réserves de biosphère de l'Ouémé et du Mono. C'était le 06 avril 2023 à Grand Popo.



L'objectif était d'échanger avec les parties prenantes et de valider la méthodologie proposée par les consultants pour l'actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion (PAG) des réserves pour une durée de dix ans, en intégrant la problématique du genre et du changement climatique grâce à l'intégration des mesures concrètes d'adaptation basée sur l'environnement (AbE).

Selon Yécy Peggy TOHINLO, représentante du Chef projet Benkadi, cet atelier marque le démarrage d'un processus très participatif et inclusif. Elle a réitéré à cette occasion, toute la gratitude de la PASCiB aux différentes parties prenantes pour leur disponibilité et leur engagement dans la préservation et la gestion durable des réserves de biosphère de l'Ouémé et du Mono.

Des efforts déployés au quotidien au profit des populations, a reconnu Cyrillia YEBE, Secrétaire Exécutive de la commune de Grand Popo, qui au nom du maire de la commune, a également

félicité et encouragé les acteurs et la PASCiB.

La qualité des acteurs conviés à l'atelier laisse présager la qualité de la méthodologie qui sera retenue pour résoudre la problématique de l'intégration de l'adaptation au changement climatique et du genre dans les outils de planification et de gestion des réserves, selon le Directeur Général du CENAGREF, Abdel Aziz Baba Moussa. Si les premiers Plans d'Aménagements et de Gestion n'avaient pas pris en compte ces dimensions, c'est parce que le problème n'était pas aussi critique, a-t-il ajouté.



Outre l'intégration de l'adaptation au changement climatique et de l'égalité des genres dans la gestion des réserves, le Directeur Général du CENAGREF espère échanger aussi sur la nécessité d'intégrer de nouvelles ACCB dans les réserves de biosphère. Il s'agit de l'ACCB de Deve, de Togbadji, de la mare aux crocodiles de Tannou et d'autres sites dans la réserve de la basse vallée de l'ouémé.

AGONZAN Marcel, Premier Adjoint au Maire de la commune de Bopa, en lançant officiellement les travaux de l'atelier, a souhaité que les résultats soient à la hauteur des attentes.

Les différentes communications qui ont suivi ont permis aux acteurs présents de prendre connaissance de la gouvernance des réserves de biosphère et la méthodologie proposée pour l'intégration des aspects du genre et des changements climatiques.

Aussi, ont-ils appréhendé les enjeux actuels en matière de conservation des réserves de biosphères de la basse vallée de l'Ouémé et de la réserve de biosphère du mono.

L'atelier a vu la participation des acteurs des municipalités, des acteurs de la société civile, de certains cadres ministériels et experts. La PASCiB et le CENAGREF sont rassurés de la qualité de la démarche méthodologique d'actualisation des PAG et se félicitent de la grande mobilisation de toutes les intelligences en la matière.

Un outil d'aide à la décision en éclosion

Cet atelier enrichissant assorti des recommandations élaborées à l'endroit des différentes parties prenantes est le premier d'une série d'ateliers qui se penchera sur l'actualisation des Plans d'Aménagements et de Gestion et qui va accoucher d'un outil d'aide à la décision.

Constant HOUNDENOU, Conseiller technique au Développement durable du Ministre du Cadre de vie et du Développement durable est convaincu de cette démarche conforme aux grands idéaux du Programme d'Action du Gouvernement et des programmes d'action au niveau sectoriel.



En ce qui concerne le ministère du cadre de vie et du développement durable, il a rassuré que toute initiative légale allant dans le sens de l'accompagnement des communautés au niveau décentralisé serait la bienvenue. Il a pour finir invité à la territorialisation de l'intégration des changements climatiques.

Dans son engagement à actualiser les Plans de Gestion de l'ACCB Bouche du Roy et le lac Toho, la Coordination pour la Recherche et le Développement en Environnement ONG (CoRDE ONG), se servira des résultats de cet atelier a confié Ebenezer HOUNDJINOU, son coordonnateur.

Rappelons que la révision et l'actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion des réserves de biosphère de l'Ouémé et du Mono à travers l'intégration des dimensions, Changements climatique et Genre, participent au renforcement de la résilience des communautés riveraines.

Carmel Espéro LOKOSSOUDJIN